

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/C.5/L.818/Rev.1
12 décembre 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-huitième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 19 b) de l'ordre du jour

FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES

Prévisions de dépenses et financement pour la période du
1er janvier au 31 décembre 1964

Canada, Danemark, Nigéria, Norvège, Pakistan et Suède :
projet de résolution révisé

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1089 (XI) du 21 décembre 1956, 1090 (XI) du 27 février 1957, 1151 (XII) du 22 novembre 1957, 1337 (XIII) du 13 décembre 1958, 1441 (XIV) du 5 décembre 1959, 1575 (XV) du 20 décembre 1960, 1733 (XVI) du 20 décembre 1961, 1874 (S-IV) et 1875 (S-IV) du 27 juin 1963,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général (A/5495 et A/C.5/1001) sur les prévisions de dépenses de la Force d'urgence des Nations Unies pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1964 et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/5642),

Exprimant l'espoir que cette répartition ad hoc sera la dernière qui sera présentée à l'Assemblée générale et que le Groupe de travail pourra recommander à l'Assemblée générale, à sa dix-neuvième session, une méthode spéciale de répartition équitable du coût des opérations de maintien de la paix qui entraînent de lourdes dépenses,

Tenant compte de ce que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de contribuer au financement d'opérations de maintien de la paix qui entraînent de lourdes dépenses,

1. Décide de maintenir le Compte spécial pour les dépenses de la Force d'urgence des Nations Unies;

2. Décide d'ouvrir un crédit de 17 750 000 dollars pour les opérations de la Force d'urgence des Nations Unies en 1964;

3. Décide de répartir les charges de la façon suivante :

a) La somme de 2 milliards de dollars entre tous les Etats Membres sur la base du barème des quotes-parts adopté pour le budget ordinaire de 1964;

b) Le solde du crédit ouvert au paragraphe 2 ci-dessus - soit 15 750 000 dollars - entre tous les Etats Membres sur la base du barème des quotes-parts adopté pour le budget ordinaire de 1964, si ce n'est que la part de chaque pays économiquement peu développé sera 42,5 p. 100 de sa quote-part au titre dudit budget, étant entendu que cette répartition constitue un arrangement ad hoc pour la phase actuelle de cette opération de maintien de la paix, et ne crée pas de précédent;

4. Décide qu'aux fins de la présente résolution, tous les Etats Membres sont considérés comme "pays économiquement peu développés" à l'exception des Etats suivants : Afrique du Sud, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques;

5. Recommande aux Etats Membres nommés au paragraphe 4 ci-dessus de verser des contributions volontaires en sus de la quote-part qui leur est fixée par la présente résolution, afin de couvrir les dépenses autorisées dépassant le montant total mis en recouvrement en vertu de ladite résolution; ces contributions volontaires seront portées par le Secrétaire général au crédit d'un compte spécial et virées au Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies selon les modalités suivantes : chaque fois qu'un pays économiquement peu développé versera au crédit du Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies la quote-part qui lui est fixée à l'alinéa b) du paragraphe 3 ci-dessus ou une somme équivalente, il sera viré audit compte une somme dont le pourcentage, par rapport au total desdites contributions volontaires, sera égal à celui du versement considéré par rapport au total des quotes-parts fixées pour les pays économiquement peu développés en application de l'alinéa b) du paragraphe 3; tout solde du Compte

spécial au 31 décembre 1966 sera rétrocédé aux Etats Membres qui auront versé ces contributions volontaires, au prorata de ces dernières;

6. Adresse un appel à tous les autres Etats Membres qui sont à même de fournir une aide pour qu'ils versent eux aussi des contributions volontaires ou renoncent à ce que leur quote-part soit calculée au taux indiqué dans la clause d'exception de l'alinéa b) du paragraphe 3 ci-dessus;

7. Décide que les contributions volontaires visées aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus pourront, au gré d'un Etat Membre, être faites par lui sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, destinés à être utilisés par la Force d'urgence des Nations Unies pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1964 et non remboursables, ledit Etat Membre étant crédité de la valeur vénale desdits services et fournitures, fixée en accord avec le Secrétaire général.
